

Propositions alternatives allégées

La covid-19 a révélé l'ampleur des crises qui affectent notre société à tous les niveaux et dans tous les secteurs: économique, politique, social, écologique, culturel. A chaque fois éclate avec netteté le fonctionnement du capitalisme qui est mu par le profit à court terme contre l'intérêt général et sa conséquence : son incapacité croissante à satisfaire les besoins humains fondamentaux et à assurer la vie sur la planète.

A partir du premier juillet, le chômage partiel ne sera plus payé : il faut s'attendre à une explosion du chômage, de la précarité, à une aggravation dramatique de la pauvreté. L'alliance du macrona-virus et du corona-medef va faire très mal !

La difficulté à laquelle nous sommes confrontés est que même les mesures urgentes exigent des **ruptures avec le système capitaliste, or nous savons que son véritable dépassement ne pourra consister qu'en de longs processus de luttes qui ne connaîtront des succès que si les citoyens s'emparent des affaires qui les concernent, ce qui suppose une conscience politique et la volonté de construire ensemble une nouvelle société basée sur le principe « l'humain et la vie sur la planète d'abord »** ; ces deux conditions sont loin d'être remplies. Des sondages récents montrent que le mot « communisme » est connoté négativement par 61 % des français et 45 % ne se sentent proches d'aucune communauté, pas plus nationale que locale, ethnique ou religieuse. Ce ne sont pas seulement nos programmes et nos idées qui sont décrédibilisées, mais les notions même de république, de démocratie, de solidarité. L'abstention aux régionales risque de battre tous les records. Le capitalisme mondialisé a, ces dernières décennies, accru sa puissance (ses capacités à contrôler l'ensemble des aspects idéologiques et culturels ont considérablement augmenté) et ses faiblesses (crises, abandon de la production au profit de la finance ...). Il utilise les débuts de la révolution informationnelle pour enfermer les citoyens dans une caverne idéologique bien pire que celle décrite par Platon (« le mythe de la caverne ») et nous dirige vers une société mélange de Fahrenheit 451, Orwell 1984 et de celle que décrit Alain Damasio dans « Les furtifs ». Il contrôle la plupart des médias et combat féroce tout ce qui pourrait nuire à sa domination, par exemple la science qui critique ses productions nuisibles (voir le documentaire « La fabrique de l'ignorance »).

La désaliénation des consciences me paraît un objectif prioritaire pour modifier le rapport de forces, les luttes de classe ne sont pas spontanément révolutionnaires, à chaque fois il faut montrer la nécessité de changer les modes de production et de consommation. Pendant trop longtemps, le communisme a été reporté aux calendes, l'essentiel de l'action du Parti a été la « défense des intérêts de la classe ouvrière » et des travailleurs en général, dont le « communisme municipal » n' a été qu'un aspect et qui a apporté énormément. Pendant trop longtemps, a dominé une idéologie ouvriériste, fermée à l'écologie, au féminisme ... aux luttes « secondaires ».

Même si chaque citoyen(ne), avait le petit fascicule « Pour une transformation économique sociale et écologique », (propositions des parlementaires communistes) ce serait un énorme progrès, mais ces excellentes propositions sont insuffisantes dans le sens suivant : comment faire comprendre qu'il **n'y a pas d'homme providentiel, de parti qu'il suffirait de porter au gouvernement pour résoudre les problèmes, mais que rien ne changera s'il n'y a pas co-construction d'une société alternative**. Pour vaincre les peurs, faire reculer l'individualisme, donnons des pistes enthousiasmantes en affirmant que marcher ensemble vers la liberté, l'égalité, la fraternité est possible. **« Dans les interstices créés par la situation doivent se développer un projet social, écologique et démocratique, des initiatives citoyennes, des mises en commun d'idées, de projets, d'actes nouveaux à réaliser avec les travailleurs et les citoyens. Bref, une démarche d'initiative communiste au sens premier du terme. . . La majorité de nos concitoyens attend désormais des actes de rupture. Cela doit commencer maintenant. Ainsi, les salariés...doivent bénéficier d'une hausse de salaire inscrite dans la durée. L'état doit, être mis à disposition d'une appropriation sociale et démocratique des grands moyens de production et d'échange. Et le dogme de la propriété privée doit laisser place à un**

développement de la propriété commune. L'heure est à la promotion d'une « sécurité sociale élargie » pour progresser vers « une sécurité humaine » à rebours de l'insécurité permanente et de l'imprévoyance de la société capitaliste. » (P. Le Hyaric)

Avant même de proposer des voies de développement d'une production qui s'effectuerait sur des critères sociaux et écologiques et irait vers une économie circulaire, dégageons une logique économique et sociale : répondre au défi de la révolution informationnelle avec le critère essentiel : le développement des capacités humaines doit être prioritaire.

De ce qui précède découle la stratégie : chercher à construire des rassemblements locaux, régionaux, nationaux, internationaux (pas seulement ni prioritairement avec les forces politiques, mais avec des forces syndicales, associatives ...) sur des axes privilégiés :

* lutte contre le chômage et la précarité, de nouveaux droits pour les travailleurs : ... droits de préemption des entreprises pour créer des coopératives SCIC, CAE, SCOOP ; organisation de conférences territoriales régionales, nationales, pour l'emploi, la formation, la recherche, la transition écologique et le développement de nouvelles filières (par exemple, le développement d'une filière hydrogène (train, voitures, avion), le développement d'une filière électronique et informatique, etc.).

* lutte pour l'égalité femme-homme, contre toutes les violences, lutte contre tous les racismes, les discriminations, pour la laïcité...

* lutte pour le développement et la démocratisation des services publics, entre autres, augmenter de façon considérable la formation et la recherche, dans la santé, l'enseignement, l'énergie, les transports...création d'un pôle public bancaire, de services publics de l'emploi et la formation, de la monnaie et du crédit ; création d'une Sécurité alimentaire avec les organisations agricoles et les associations humanitaires, ...

* Lutte contre le réchauffement climatique, pour la biodiversité, pour aller vers zéro déchet, pour l'abandon des pesticides, pour l'abandon des énergies carbonées ...

* Dans l'agriculture, créer des réseaux de coopératives couvrant la production, le conditionnement, la vente, dans des circuits courts ; développer l'agroécologie, l'agroforesterie, ...Créer un service public pour les semences, le stockage des denrées ...

* Au niveau mondial, lutter pour un « conseil mondial de la résistance » qui aurait pour objectifs : la paix, la sauvegarde de la nature, la promotion de droits sociaux universels, remplacer la compétition par l'entraide, le « libre échange » par des échanges mutuellement avantageux, créer une monnaie commune, soutenir et développer des activités concourant au bien commun (protection de la santé, accès général aux médicaments, à l'eau, à l'alimentation, à l'enseignement, à un logement décent, à l'énergie, aux transports, à la culture, à une information fiable).

* lutte contre le coût du capital, la corruption et l'évasion fiscale, les dividendes, contre les gâchis du capital ; pour des mesures fiscales sur les transactions financières, prélèvements à la source des impôts des entreprises ; Annulation de la dette covid, fonds européen de développement pour les services publics, ...

Insistons : ce ne sont pas des mesures à prendre ou à laisser, mais des objectifs à intégrer dans les luttes, car, il ne s'agit pas de dire : voilà la solution, votez pour nous, mais d'inviter les citoyens à passer de la défense de leurs acquis à des ruptures qui peuvent commencer à changer les choses.

Et enfin, l'élection présidentielle est un « piège » pour le PCF, mais en fait c'est la cinquième République qu'il faut changer de fond en comble. Remplacer cette république monarchique par une sixième beaucoup plus démocratique doit devenir un objectif pour nos concitoyens. Dans les circonstances actuelles (absence d'un mouvement populaire qui permettrait à la gauche d'être au second tour, cumul des voix de gauche qui atteindrait péniblement les 30%, divisions de la gauche malgré nos efforts, les principaux leaders pensant uniquement à leur promotion présidentielle), il nous faut présenter un candidat communiste qui portera l'exigence d'un rassemblement populaire proposant des mesures pour répondre aux besoins des populations en produisant des biens et des services éco-

conçus, durables, recyclables, utiles socialement, décidés démocratiquement, en libérant le travail du capital et en désaliénant les consciences.

Jean-Pierre Israël.